

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°202  
26 juin 2012

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

**Les travailleurs ont élu à l'Assemblée une majorité absolue PS PCF.  
Mais le gouvernement Hollande Ayrault Duflot Pinel convoque une « conférence sociale »  
sur des objectifs qui se situent dans la continuité des contre réformes  
du gouvernement Sarkozy Fillon !**

**Dans ces conditions, la responsabilité de la FSU est de défendre les revendications et de  
refuser de participer à la « conférence sociale »  
et à la concertation sur la loi d'orientation dans l'enseignement**

*Intervention du Courant Front Unique au BDFN de la FSU le 25 juin*

C'est un événement considérable que l'élection d'une majorité de députés du PS à l'Assemblée Nationale, majorité à laquelle il faut ajouter les députés du PCF et un député du Parti de Gauche.

Ce que les travailleurs ont exprimé par leur vote est d'une grande clarté :

– c'est le rejet de la politique menée par Sarkozy et la majorité UMP, le rejet des contre-réformes mises en œuvre depuis 5 ans. Après la défaite infligée à Sarkozy lors des élections présidentielles, les élections législatives ont constitué une défaite pour les partis bourgeois et pour leurs ténors – les Morano, Guéant, Bayrou, y compris Marine Le Pen.

C'est également l'aspiration à une autre politique, répondant aux revendications des travailleurs.

Leur vote, les travailleurs l'ont exprimé malgré et contre la politique définie par Hollande et la direction du PS eux-mêmes : contre le nombre historiques de circonscriptions offertes en cadeau à « Europe Ecologie » et au PRG, organisations petite-bourgeoises, contre la politique de « front républicain » consistant à faire la courte échelle à des barons de l'UMP en difficulté.

Mais la formule gouvernementale reconduite par Ayrault au lendemain des élections – celle d'un gouvernement offrant plusieurs ministères à des représentants d' « Europe Ecologie » et des radicaux, se situe en contradiction totale avec ce que les travailleurs ont voulu exprimer par leur vote. Dès le soir du second tour, Ayrault réintroduisait la thématique de l' « austérité » sur l'air des « sacrifices partagés ».

C'est aussi sur l'objectif de faire avaler cette politique d' « austérité » aux travailleurs que le gouvernement organise cet été plusieurs grand-messes de « dialogue social ». Il s'agit d'associer les directions syndicales à la mise en œuvre d'une telle politique.

Après les élections présidentielles, le courant Front Unique a expliqué que, une fois Sarkozy délogé, les directions syndicales avaient pour responsabilité d'exiger que les contre-réformes de Sarkozy soient délogées elles aussi. C'est exactement le contraire qu'a permis le dialogue social jusqu'à maintenant.

Qu'on en juge :

– le budget 2012 du gouvernement Sarkozy-Fillon est réaffirmé. Dans l'enseignement, 13 000 des 14 000 suppressions de postes prévues sont maintenues. Et voilà que Sapin déclare qu'il ne sera pas question d'accroître le nombre de fonctionnaires ;

la contre-réforme des retraites a été officiellement entérinée par les directions syndicales, sous prétexte de permettre à un petit nombre de travailleurs de partir, à titre exceptionnel, à 60 ans ;

la contre-réforme de la formation des enseignants est maintenue, moyennant un aménagement à la marge : les stagiaires travailleraient 15h par semaine dès la première année, au lieu de 18 heures ;

autre signe de « bonne volonté » des dirigeants syndicaux : ils ne disent mot de l'exigence de titularisation des précaires dans le cadre des statuts de la Fonction Publique ! Au contraire, j'apprends que se tiendra demain un « groupe de travail » pour la mise en œuvre de la loi Sauvadet, loi développant le recours au CDI... au siège de la DGRH !

Et cela n'est qu'un point de départ en vue d'organiser une nouvelle offensive contre les droits et acquis des travailleurs. C'est cette offensive qui est au programme de la « conférence sociale » de juillet, conférence dont le nom suffit à indiquer qu'il ne s'agit en rien d'une négociation avec le gouvernement, mais bien d'une opération de soutien à sa politique, aux côtés du MEDEF !

L'intitulé des groupes de travail de cette conférence vaut programme : « *moderniser l'action publique et ses agents* », titre qui évacue la notion même de Fonction Publique et signifie s'en prendre aux garanties statutaires ; « *sauver le système de retraites et de protection sociale* », air connu qui annonce de nouvelles contre-réformes ; « *réunir les conditions du redressement productif* », c'est-à-dire reprendre le chantier de la « compétitivité » ouvert par le MEDEF et l'UMP, contre les garanties liées au contrat de travail. Et ainsi de suite.

Mais la FSU jouera un rôle encore plus important dans la préparation de la loi d'orientation annoncée par Peillon. Or Peillon a confirmé qu'il reprendrait pour élaborer cette loi les copies inachevées de Chatel, notamment sur le terrain des « rythmes scolaires », en réalité une offensive frontale contre les statuts des enseignants.

Le rôle des syndicats n'est pas d'accompagner le gouvernement dans l'élaboration de nouvelles contre-réformes. Le rôle de la FSU est d'exprimer les aspirations fondamentales des collègues : abrogation des contre-réformes Sarkozy, création des postes nécessaires, titularisation des personnels précaires dans le cadre des statuts de la Fonction Publique, etc. Son rôle est d'organiser les collègues en vue d'imposer la satisfaction de ces revendications à la majorité PS, PCF, PG élue avec les voix des travailleurs.

Dans l'immédiat, la responsabilité des dirigeants de la FSU devrait être de refuser de participer à la « conférence sociale », de boycotter les discussions en vue de préparer la loi d'orientation pour l'école, d'appeler les autres directions syndicales (CGT, FO...) à en faire de même.